



Face aux provocations de Trump Et à la complicité des grandes puissances

SOLIDARITÉ AVEC

NPA LES POPULATIONS PALESTINIENNES

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 14 DÉCEMBRE 2017

Le 6 décembre, Donald Trump a joué une nouvelle fois les incendiaires en reconnaissant officiellement Jérusalem comme capitale de l'État d'Israël, et en décidant de déménager l'ambassade des Etats-Unis à Jérusalem. Depuis, les affrontements dans les territoires occupés par Israël ont coûté la vie à 4 palestiniens et plus de 1.000 autres ont été blessés.

Qu'il ait fait cette annonce pour satisfaire la droite évangélique, qui constitue son électorat ou comme contre-feu à l'inculcation de Michael Flynn, son ancien conseiller à la sécurité nationale dans l'affaire russe n'y change rien. Une fois de plus, la politique des États-Unis prête main forte au gouvernement israélien pour poursuivre et renforcer l'oppression du peuple palestinien.

LARMES DE CROCODILE

DES DIRIGEANTS OCCIDENTAUX

Suite à cette annonce, la quasi-totalité des pays occidentaux ont exprimé leur « préoccupation ». Les dirigeants des pays de l'Union Européenne ont déclaré qu'ils n'étaient pas d'accord avec la décision de Trump.

Mais dimanche, pour la seconde fois depuis son élection, cela n'a pas empêché Macron de recevoir « son ami », le premier ministre Netanyahu, même s'il s'est ridiculisé en faisant mine de tancer le chef d'État israélien, l'exhortant à « *des gestes courageux envers les palestiniens* » ! A cette occasion, Macron n'a pas eu un mot pour exiger la libération de Salah Hamouri, militant franco-palestinien emprisonné depuis le 23 août sous le régime de la « détention administrative », qui permet aux autorités militaires israéliennes de maintenir en prison des palestiniens, sans aucune charge et sans aucune preuve.

Mais il est vrai que la diplomatie de Macron ne s'encombre pas du respect des droits humains ou du droit international.

ET LARMES DE CROCODILE

DES DIRIGEANTS ARABES

Quant aux dirigeants des pays arabes, ils sont bien mal placés pour « s'indigner » de la décision de Donald Trump !

Sous prétexte de « lutte anti-terroriste », le président égyptien – le maréchal al-Sissi – réprime tous ceux qui contestent son pouvoir. Son armée

reçoit des millions de dollars américains chaque année pour maintenir l'ordre impérialiste dans la région. Quant au premier ministre turc – Erdogan – il a condamné Trump de manière virulente, estimant qu'il plongeait la région « *dans un cercle de feu* ». Mais il s'est illustré par les bombardements contre le peuple kurde, qui réclame lui aussi son droit à exister et à disposer d'un État souverain ! Et dans tous les pays arabes, comme en Syrie, les réfugiés palestiniens sont parqués dans des camps, soumis aux humiliations, à la répression, à la misère.

DE QUEL « PROCESSUS DE PAIX » NOUS PARLE-T-ON ?

Tous en appellent à la poursuite du « processus de paix ». Mais le soi-disant « *règlement négocié sous l'égide des Etats-Unis* » n'est qu'une fiction. Depuis plus de 20 ans, malgré les soi-disant « accords d'Oslo », les colonies israéliennes se sont multipliées, la bande de Gaza subit un embargo inhumain.

Tous les dirigeants impérialistes et arabes qui ont prétendu

construire un « *processus de paix* » ont été en réalité complices de la politique criminelle de l'État israélien.

Niant le fait que le droit international octroie un « statut international » à Jérusalem, Netanyahu a même profité de sa visite à Macron pour répéter une fois de plus que Jérusalem « *est la capitale d'Israël depuis trois mille ans* » et qu'on pourra « *avancer vers la paix* » « *dès que les Palestiniens accepteront cette réalité* » !

SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE PALESTINIEN

Alors que le président français a choisi de resserrer ses liens avec Israël, le considérant comme un allié régional aux côtés de régimes dictatoriaux comme l'Égypte et l'Arabie Saoudite, l'heure est à la solidarité et la mobilisation avec le peuple palestinien en lutte pour ses droits.

En France, exigeons du gouvernement qu'il cesse de soutenir le gouvernement israélien et de lui vendre des armes, réclamons la liberté pour les prisonniers politiques palestiniens, comme Salah Hamouri.

Plus que jamais, l'heure est aux sanctions contre l'État d'Israël.



LE SMIC EN LIGNE DE MIRE

« Au lieu d'augmenter le SMIC, le baisser progressivement serait plus judicieux en cette période où le chômage va de record en record », voilà ce qu'affirmait au Figaro, en 2015, l'économiste Gilbert Cette, un soi-disant "expert" nommé en août dernier président d'un groupe de travail qui vient de rendre son rapport sur le SMIC.

Pour eux, le SMIC a tous les défauts: nuire à la compétitivité des entreprises, freiner les embauches, être sans effet pour lutter contre la pauvreté !

Le gouvernement devrait donc s'interdire tout coup de pouce au SMIC, et envisager d'en finir avec une augmentation "automatique" en fonction de l'inflation : ce qui signifierait pour les smicards, une baisse "automatique" de leur pouvoir d'achat.

Ils préconisent aussi de ne plus caler l'évolution du SMIC sur celle du salaire horaire moyen des ouvriers et employés: avec pour conséquence d'accentuer les inégalités entre salariés.

Toutes ces propositions remplissent d'aise les sphères patronales.

Nul doute que côté Macron, elles ne vont pas tomber dans l'oreille d'un sourd.

RÉPRESSION SYNDICALE

AU MINISTÈRE DU TRAVAIL : ÇA SUFFIT !

Jeudi 14 décembre, une inspectrice du travail, suspendue de ses fonctions depuis un mois, est convoquée en conseil de discipline. Elle est menacée de révocation pour avoir dénoncé dans la presse l'ampleur des suppressions de postes prévues pour 2018 au ministère du travail et le management mis en place pour les faire accepter.

Mais désormais, avec la ministre Pénicaud, il serait interdit à une inspectrice du travail de parler des dégâts provoqués par les contre-réformes successives du droit du travail, de témoigner de ses conditions de travail de plus en plus dégradées, d'exprimer une opinion critique.

Pour le gouvernement, ce qui est à l'ordre du jour, c'est la liquidation de l'inspection du travail, jugée encore trop encombrante pour un patronat qui a les mains de plus en plus libres grâce aux ordonnances. A quoi peut bien servir un service public de contrôle pour un gouvernement qui, par le "renversement de la hiérarchie des normes", enlève à ceux qui écrivent les lois l'élaboration du droit du travail, pour la confier directement aux patrons ?

GARES PARISIENNES:

UNE GRÈVE EXEMPLAIRE

Depuis plus d'un mois, les agents de nettoyage de 75 gares de la région parisienne sont en grève pour bénéficier de la Convention manutention ferroviaire, meilleure que celle des entreprises de propreté. Ils et elles réclament aussi à leur employeur, une filiale d'ONET, un panier repas à 4 € au lieu de 1,90 €, la transformation des CDD en CDI et la suppression de la clause de mobilité selon laquelle on peut les forcer à changer de gare à nettoyer au dernier moment, sans paiement du

temps nécessaire au changement de lieu de travail. La direction refuse de négocier, et début décembre, c'est la SNCF elle-même qui dans la nuit a fait évacuer les grévistes et envoyé des intérimaires nettoyer la gare de St Denis sous protection de la police. En faisant convoquer, le 12 décembre, 9 grévistes au tribunal, la SNCF veut briser un mouvement qui nous concerne. Toutes les grandes entreprises, Renault comme SNCF, usent et abusent de l'intérim et de la sous-traitance: jusqu'au jour où ça finit par péter. Vive la grève des forçats du nettoyage des gares à Paris.

UN FRANÇAIS SUR SEPT

VIT SOUS LE SEUIL DE PAUVRETÉ

Abris de fortune, tentes, matelas sur les trottoirs... Ce spectacle est devenu habituel dans les grandes villes françaises, comme à Paris, Marseille, Lille ...

En France, 143 000 personnes sont sans domicile fixe (SDF). Cette situation de grande précarité touche autant des jeunes en manque d'emploi, des familles, mais aussi des actifs qui n'ont pas les moyens d'accéder à un logement.

En fait, un sans-abri sur quatre travaille. La question de l'hébergement devient alors particulièrement cruciale pour pouvoir maintenir son emploi.

Quand on sait que rien qu'à Paris, des dizaines de milliers de logement sont inoccupés et appartiennent souvent à des banques, des mutuelles, des fonds de pensions ou des institutions diverses... et que ceux qui s'enrichissent de notre travail continuent de licencier ou d'augmenter la précarité pour maintenir leurs profits, il serait plus que temps de nous révolter !

VIEILLE CANAILLE

74 ans et 79 albums plus tard que chacun appréciera ou non, Johnny c'est fini. Samedi, Macron a versé sa petite larme et fait son discours à un « monument du rock français ». Mais Johnny était aussi à sa manière une rockstar de l'évasion fiscale à la française, même si l'opération de récup' politique du président Macron n'en a rien dit. Sa première affaire d'impayé d'impôts remonte pourtant à 1975 pour la bagatelle de quelques millions... Depuis, Johnny a erré fiscalement entre la Belgique, la Suisse, lorgnant sur Monaco et le Luxembourg, pour finir par devenir « résident fiscal » de Californie. Johnny ou les millions planqués de toute la musique que j'aime !

MAIL POUR NOUS CONTACTER:

nparenaultcleon@gmail.com

site national du NPA: www.npa2009.org

site NPA agglomération Rouen: www.npa76.org

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site « auto-critique » est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.P.N.S. - ne pas jeter sur la voie publique